

Strasbourg, le 18/12/2025

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REMEX

3 rue Bellevue
67870 Griesheim-Près-Molsheim

Code AIOT : 0006700056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement REMEX implanté KIESGRUBE Rosheim et Griesheim près Molsheim - 67560 Rosheim.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMEX
- KIESGRUBE Rosheim et Griesheim près Molsheim - 67560 Rosheim
- Code AIOT : 0006700056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REMEX exploite un gisement de sable dans la partie sud de l'installation. La partie nord de l'installation n'est plus exploitée pour des raisons d'accessibilité du gisement et fait l'objet d'un remblaiement jusqu'au niveau des terrains naturels.

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 08 mars 2001 et encadrée par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 11 août 2009 et du 06 décembre 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le plan de remblaiement du site, établi manuellement sur la base d'un plan topographique ne permet pas de justifier du respect de l'aménagement du site prévu dans le dossier de l'exploitant ayant conduit à l'encadrement des travaux par l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 décembre 2024. L'inspection demande à l'exploitant de justifier de ce respect sous un délai de 3 mois, ou de porter à la connaissance du préfet un projet de modification des conditions de remise en état du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Matériaux admis (partie sud)	AP Complémentaire du 06/12/2024, article 2.2	Sans objet
3	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
4	Justification de la non-dangereux	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I	Sans objet
5	Justification du caractère inerte	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les opérations de remblaiement au sud du site, encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 décembre 2024 sont en cours.

L'exploitant est appelé à renforcer les procédures et les contrôles qu'il opère sur les acceptations des déchets minéraux inertes pour le remblaiement de son site et à se positionner sur le suivi des eaux souterraines du site, en raison des défauts du réseau de piézomètres de surveillance et de la sensibilité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériaux admis (partie sud)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2024, article 2.2	
Thèmes : Autre, remblayage	
Prescription contrôlée :	
Le remblayage de la partie sud de la carrière avec des matériaux autres que ceux existant naturellement sur le site, est autorisé sous le strict respect des conditions suivantes :	
Les matériaux et déchets minéraux inertes admis en remblais sont exclusivement parmi :	
Code déchets	Libellés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses
17 05 04	Terres et Cailloux ne contenant pas de

	substances dangereuses
20 02 02	Terres et pierres
<p>[...]</p> <p>Les matériaux réceptionnés seront déversés sur une aire étanche et contrôlés visuellement, puis ils seront poussés dans la fouille avec un chargeur sur chenilles. Le chargeur avancera sur les parties remblayées pour atteindre les nouvelles surfaces à réaménager.</p> <p>Ce remblayage ne devra pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel seront répertoriés la provenance, le nom du chantier, le numéro du bulletin de livraison, la date de réception, l'immatriculation du véhicule, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p> <p>Il existe un plan quadrillé du site sur lequel est reporté l'emplacement de chaque chargement benné.</p> <p>Les produits non admis seront refusés à l'origine. Si, malgré cela il en arrive sur le site, ils seraient collectés en bennes, repris et transférés dans un centre agréé.</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient un registre informatisé des matériaux admis en remblais sur son site.</p> <p>L'exploitant a présenté le plan de remblaiement de la partie sud du site.</p> <p>Le plan est un plan topographique portant des casiers tracés manuellement correspondant à des périodes d'activité de remblaiement.</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure d'accueil des matériaux inertes sur le site.</p> <p>Lors du parcours du site remblayé, la qualité des matériaux constatés en surface de la zone remblayée et la qualité des matériaux déposés pour leur mise en remblais n'appelle pas de remarque de l'inspection.</p>	
<p>Type de suite proposée : Sans suite</p>	

N° 2 : Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3</p>
<p>Thèmes : Autre, Acceptation des déchets extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- [...]</p> <p>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...]</p> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres</p>

définis en annexe II.

Constats :

L'exploitant consigne les documents d'acceptation préalable pour les lots de déchets minéraux qu'il reçoit.

Sur les DAP (Document d'acceptation Préalable) visés lors de la visite, les informations réglementairement requises sont renseignées par les producteurs de déchets ou intermédiaires (expéditeurs).

L'inspection constate que les renseignements saisis appellent une vérification de l'exploitant, notamment sur la nature des déchets, l'origine et la vérification de l'absence d'historique de contamination des déchets sur leur site de production.

En effet, les DAP visés, par échantillonnage, présentent tous :

- une méthode de remplissage susceptible de constituer une erreur ou un défaut de saisie. Notamment les DAP réf. 0129-REMEX-16895-2025-583-AD, 0129-REMEX-16895-2025-612-AD, 0129-REMEX-16895-2025-608-AD indiquent que les lots concernés sont constitués de 7 familles de déchets minéraux en quantités égales (17 01 01, 17 01 02, 17 05 04 (terres et cailloux), 17 05 04 (déchets de pierres de taille), 17 01 03, 17 03 02, 17 01 07). Pour ces 3 DAP, l'égale constitution en masse des lots en 7 familles de déchets, suscite un doute raisonnable sur la qualité des déclarations des documents.
- le modèle de DAP présente deux défauts de catégorisation des déchets, notamment vis-à-vis de l'encadrement spécifique des activités du site :
 - un des codes déchet admis en remblaiement au sud du site (17 01 07) est spécifié pour mélange « *béton, tuiles et céramique* ». La spécification portée sur le modèle de DAP de l'exploitant (« *MELANGE DE DEMOLITION A RECYCLER* ») n'est pas conforme à la disposition édictée pour admission au remblais au sud du site.
 - une catégorie de déchets est mal codifiée sur les DAP : « *17 05 04 DECHETS PIERRE DE TAILLE* ». Il existe une codification spécifique à ces déchets : 01 04 13 (déchets provenant de la taille et du sciage des pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07). Il doit être spécifiquement justifié pour ces déchets leur non dangerosité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant la révision de sa procédure d'acceptation préalable dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suite : Demande d'action corrective

Proposition de délai : 1 mois

N° 3 : Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

Thèmes : Autre, Acceptation des déchets extérieurs

Prescription contrôlée :

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Constats :

A l'entrée sur site des lots de déchets, une pesée, sous vidéosurveillance est réalisée par un opérateur.

L'opérateur d'aménagement du remblaiement assiste au déchargement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Justification de la non-dangerosité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I

Thèmes : Risques chroniques, Caractérisation des déchets

Prescription contrôlée :

Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;

[...]

Constats :

L'exploitant s'appuie sur la déclaration du producteur ou de l'intermédiaire lui apportant le déchet pour s'assurer de l'absence de déchets amiantés.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 5 : Justification du caractère inerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thèmes : Risques chroniques, Caractérisation des déchets

Prescription contrôlée :

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II

Constats :

L'exploitant ne reçoit pas de déchets hors de la liste de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

L'exploitant s'appuie sur les déclarations du producteur ou de l'intermédiaire lui apportant les déchets pour justifier de la connaissance de déchets minéraux (historique, tri, etc.).

Type de suite proposée : Sans suite

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III
Thèmes : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.
Constats : L'exploitant a remis le rapport des analyses des eaux souterraines pour 2024. Un piézomètre (PZ 233) est détruit, le suivi des eaux souterraines n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 27.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2009. Le rapport produit par le bureau d'étude de l'exploitant préconise en outre des travaux sur les piézomètres, notamment le nivellement des ouvrages.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de se positionner, dans un délai de 3 mois, sur les conclusions du rapport des analyses des eaux souterraines produit par son bureau d'étude pour le suivi de l'année 2024 notamment sur : <ul style="list-style-type: none">• les travaux à conduire (nivellement des ouvrages)• la destruction du piézomètre 233, l'opportunité de son remplacement• le régime hydraulique de la nappe, et l'opportunité d'une surveillance semestrielle (hautes eaux / basses eaux).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suite : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 3 mois
